

petit montant d'argent, ou de pouvoir d'achat, comparativement au total du Canada. Mais, comme l'a fait observer l'honorable député de Macleod, il n'existe pour ainsi dire pas de limite que ne peut atteindre le banquier dans l'expansion et la manipulation du crédit du pays. Nous imposons des peines très sévères à quiconque tente d'augmenter la quantité de monnaie en circulation, que ce soit par des billets d'un dollar, de cinq dollars ou même des pièces de vingt-cinq cents; nous nommons ces gens des faux monnayeurs. La banque cependant, par ses méthodes de tenue de livres, peut mettre au monde des milliers de millions de dollars, payables sur chèques, simplement en les gageant sur des valeurs et nous ne nous en préoccupons pas. Mais quand cette nouvelle monnaie est mise en circulation, il doit avoir pour effet de modifier le niveau des prix et c'est pourquoi nous nous élevons contre un tel pouvoir abandonné à l'entreprise particulière. C'est, je crois, pourquoi le besoin d'une banque fédérale se fait si vivement sentir. L'autre jour, quelqu'un m'a dit que la loi financière ressemble à une vendeuse automatique; il existe au Canada dix maisons de banque qui peuvent apporter des titres quand elles le désirent et recevoir en retour des billets du Dominion. On influence nécessairement par là le niveau des prix, et c'est là une chose que nous ne devrions pas laisser entre les mains des institutions particulières.

Pour terminer, monsieur le président, je veux citer une opinion du professeur Soddy, d'Oxford, critique bien connu, sur le problème financier. Voici ce qu'il dit:

Une autre chose fort importante qu'il ne faut pas perdre de vue, c'est que presque tout l'argent (ou les comptes de banque) que possède la communauté a commencé d'exister sous forme de prêts consentis par les banques. Il ne peut venir que de là, rien que d'emprunts. Cette théorie, renverse toutes les anciennes conceptions sur les emprunts, que l'on considérait comme de l'argent retiré de dépôts préexistants, est amplement démontrée dans les ouvrages du major Douglas et elle a été acceptée depuis par M. McKenna, président de la banque Midland.

M. le PRESIDENT: Est-ce que nous ne nous éloignons pas de l'objet du projet de loi?

M. SPENCER: Je vais terminer dans un moment. Le professeur Soddy dit ensuite:

La manière d'agir est la suivante:

1. Les banques impriment ou créent l'argent.
2. L'argent commence à circuler après avoir été prêté à quelqu'un.
3. On le dépense, et la personne qui le reçoit le dépose.

Je pense avoir le droit de lire ces lignes, étant donné qu'on nous demande ici de conférer au Gouvernement le droit de suspendre le remboursement en or des billets du Dominion. Je vais appuyer ce projet de loi, mais

je le ferais plus volontiers si l'on en supprimait tout le paragraphe 3.

L'hon. M. MACKENZIE: Avant l'ajournement de six heures, j'ai dit que le comité anglais a décidé d'abandonner l'étalon d'or comme base de sa monnaie intérieure. Je m'appuie pour cela sur le rapport de la fédération des industries britanniques que j'ai signalé au ministre. Je désire maintenant citer pour le hansard la partie de ce rapport dans laquelle se trouve l'analyse du rapport Macmillan.

Le très hon. M. BENNETT: C'est du rapport Macmillan que je parlais, et de nulle autre chose. Je n'ai pas parlé du rapport de la fédération des industries britanniques.

M. le PRESIDENT: Il s'agit ici d'un projet de loi destiné à donner au Gouvernement le pouvoir de suspendre le remboursement en or des billets du Dominion. Je ne pense pas que l'honorable député s'en tienne à la question.

L'hon. M. MACKENZIE: Je discute le projet de loi. Je sais ce qu'il signifie. Voici le rapport:

Le comité Macmillan s'est déclaré franchement pour l'abandon complet de la théorie qui veut que l'or soit nécessairement la base réelle de la monnaie intérieure et pour le maintien d'une réserve d'or absolument distincte pour les fins du change. Ce lien solide entre l'or et la monnaie, lien qui cause la contraction du crédit domestique, est une objection à un système qui n'a plus sa raison d'être pour maintenir la confiance du public.

Je signale à mon honorable ami la citation que l'honorable député de Macleod vient de faire du rapport Macmillan. Je vois aussi à la page 66 du rapport Macmillan:

En troisième lieu, il n'est pas nécessaire que l'on continue de régler le volume des billets émis sur la quantité d'or tenue en réserve.

Puis à la page 123, paragraphe (iv) de l'article 289:

Il y a aussi à observer un principe quelque peu différent dans les banques centrales si l'on veut que ces dernières puissent être maîtresses entièrement de la situation; c'est que l'on n'oblige pas les banques centrales à ne développer leurs dépôts qu'en augmentant d'autant leurs réserves d'or ou leurs valeurs équivalentes.

J'ai lu plusieurs fois ce rapport et je puis dire qu'il est entièrement conforme aux idées prônées par sir Basil Blackett; c'est-à-dire qu'il n'est plus nécessaire que l'or soit la base de la monnaie intérieure et qu'il ne doit plus être que la base requise pour faire face aux obligations échues.

Le projet de loi me paraît être une parfaite anomalie. Il dit:

Les billets du Dominion sont remboursables en or sur présentation aux succursales établies ou aux banques avec lesquelles il est pris des